

Extincteurs automobiles : Qui profite de la flambée des prix en Algérie ?

Passé en quelques semaines du statut d'accessoire peu recherché à celui d'équipement indispensable pour des millions d'automobilistes, l'extincteur automobile connaît une envolée spectaculaire de son prix en Algérie.

Par D. D.

Certains modèles atteignent désormais 10000 dinars. Derrière cette flambée apparaît surtout une question : comment le marché a-t-il pu être pris de court par une obligation réglementaire prévisible ?

Une nouvelle obligation, une demande qui explose et des stocks qui ne suivent plus.

En Algérie, l'application du nouveau Code de la route a créé presque du jour au lendemain un marché sous tension autour des équipements de sécurité automobile.

Le phénomène est particulièrement visible pour les extincteurs. Dans une enquête publiée le 29 septembre, le quotidien international Al-Araby Al-Jadeed décrit une situation de pénurie et de hausse spectaculaire des prix, quelques mois après l'entrée en application, en mai 2026, du nouveau dispositif routier. Selon les témoignages recueillis par le média, un extincteur d'un kilogramme vendu auparavant autour de 1800 dinars peut aujourd'hui atteindre 10000 dinars.

D'autres professionnels interrogés situent les prix entre 7000 et 10000 dinars, contre environ 2000 à 3000 dinars auparavant.

Autrement dit, le prix de certains mo-



Extincteur automobile d'un kilogramme, un équipement désormais très recherché en Algérie depuis l'entrée en application des nouvelles obligations de sécurité routière.

dèles a été multiplié par plusieurs fois en très peu de temps. Mais cette hausse spectaculaire soulève une interrogation qui dépasse le simple comportement des consommateurs : où se situe le goulot d'étranglement entre le fabricant ou l'importateur et l'automobiliste ?

Une obligation transforme brutalement le marché

Pendant longtemps, l'extincteur automobile représentait un marché relativement limité.

L'obligation réglementaire change complètement l'équation.

Lorsque plusieurs millions de propriétaires de véhicules sont susceptibles de rechercher simultanément le même équipement, les besoins peuvent augmenter dans des proportions considérables sans que les stocks disponibles puissent suivre immédiatement.

Les commerçants interrogés par Al-Araby Al-Jadeed avancent précisément cette explication : la demande aurait brutalement augmenté alors que les quantités disponibles sur le marché étaient faibles.

La tension ne concerne d'ailleurs pas seulement les extincteurs.

Le gilet réfléchissant, auparavant vendu autour de 150 dinars, atteindrait désormais 600 dinars. Le triangle de signalisation serait passé d'environ 600 à 1500 dinars.

Trois équipements, trois augmentations importantes et un même déclencheur : la nécessité pour les automobilistes de se mettre en conformité.

La menace de l'amende accélère les achats

À cette pression commerciale s'ajoute celle du contrôle routier.

L'absence des équipements obligatoires peut, selon les informations rapportées par le média, exposer l'automobiliste à une amende de 4000 dinars.

Le conducteur se retrouve alors face à une équation difficile : attendre que les prix diminuent et risquer une sanction, ou acheter immédiatement malgré des tarifs exceptionnellement élevés.

Cette situation contribue naturellement à entretenir la demande.

Un spécialiste de la sécurité routière cité dans l'enquête demande ainsi que les sanctions concernant les extincteurs soient temporairement différées, jusqu'à ce que l'approvisionnement du marché permette aux automobilistes de trouver plus facilement le matériel nécessaire.



Cette proposition pose une question de fond : faut-il sanctionner immédiatement l'absence d'un équipement lorsqu'une pénurie rend précisément cet équipement difficile à obtenir ?

Qui capte réellement la hausse ? C'est ici que commence la partie encore inconnue du dossier.

Le passage d'environ 1800 à jusqu'à 10000 dinars ne permet pas, à lui seul, d'identifier le responsable de l'augmentation.

Le prix payé par l'automobiliste résulte d'une chaîne pouvant comprendre fabricant, importateur, grossiste, distributeur et détaillant.

Pour déterminer où se constitue la hausse, il faudrait comparer les prix pratiqués à chacun de ces niveaux avant et après l'explosion de la demande.

En l'état, rien ne permet donc d'affirmer que les détaillants réalisent seuls des marges exceptionnelles, pas davantage que la hausse provient exclusivement des importateurs.

Mais l'écart constaté justifie une question économique légitime : quelle part de l'augmentation résulte réellement de la rareté du produit et quelle part correspond à une augmentation des marges dans la chaîne de distribution ? Une pénurie pourtant prévisible ?

Une autre interrogation concerne l'an-

Contrôle routier en Algérie. Les automobilistes doivent désormais disposer à bord de leur véhicule des équipements de sécurité exigés par la nouvelle réglementation.

ticipation.

Le nouveau Code de la route n'est pas apparu sans préavis. Son entrée en application a été précédée d'un processus législatif et de débats au Parlement.

La généralisation de certains équipements de sécurité permettait donc théoriquement d'anticiper une augmentation de la consommation.

Dès lors, pourquoi les stocks disponibles n'étaient-ils pas suffisamment importants ?

La réponse suppose d'examiner plusieurs maillons : capacités de production nationale, autorisations et volumes d'importation, délais d'approvisionnement, nombre d'opérateurs présents sur le marché et capacité des grossistes à constituer des stocks.

Ces données permettraient surtout de déterminer si la pénurie actuelle constitue simplement un déséquilibre temporaire provoqué par une demande exceptionnelle ou révèle une faiblesse plus structurelle de la chaîne d'approvisionnement.

Le marché devrait finir par réagir

En théorie, des prix atteignant 7000 à 10000 dinars rendent le marché beaucoup plus attractif pour les fournisseurs.

De nouvelles quantités peuvent donc progressivement arriver sur les étals et accroître la concurrence.

Si l'offre rejoint la demande, les prix pourraient alors redescendre.

Mais la vitesse de ce rééquilibrage dépendra directement de la capacité des producteurs et importateurs à remettre suffisamment d'extincteurs sur le marché.

Pour les automobilistes, la question est beaucoup plus immédiate. Une mesure destinée à renforcer leur sécurité s'accompagne aujourd'hui d'un coût qui n'avait probablement pas été anticipé à cette échelle.

Et derrière l'extincteur vendu jusqu'à 10000 dinars se dessine désormais le véritable sujet : comment une obligation réglementaire prévisible a-t-elle pu rencontrer un marché aussi peu préparé, et à quel niveau de la chaîne commerciale se forme réellement cette hausse exceptionnelle ?

10000 DA ; Prix que peut désormais atteindre un extincteur automobile.